

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

L'AGRESSION DES RACISTES CONTRE LE MOZAMBIQUE

Lip:

Les ouvriers ont repris la production

Mardi matin, comme convenu, les ouvriers de Lip ont remis en fonctionnement les chaînes de production. Les premières montres devaient sortir jeudi soir des ateliers de Palente.

Mardi, la journée a été consacrée à la répartition du travail, la vérification du matériel. De nombreux ouvriers étaient venus à cette occasion, montrant ainsi leur soutien à cette initiative. L'objectif est de sortir environ 2 000 montres pour les 18 et 19 juin prochain, date où auront lieu les premières ventes «sauvages» au cours de journées portes-ouvertes dans l'usine.



Conférence Nord-Sud

LES PAYS RICHES VEULENT DIVISER POUR REGNER

Mardi, on s'attendait à ce que les travaux de la conférence Nord-Sud soient prolongés en raison des désaccords profonds qui opposaient les 19 pays en voie de développement aux pays riches présents, en particulier les USA.

Ceux-ci ont consenti une augmentation de «l'aide» fournie aux pays pauvres. Dans les délégations du tiers monde, on faisait remarquer son caractère dérisoire : la moitié du prix de revient d'un porte-avion du type de la classe «Nimitz».

Mais c'est surtout sur la question de l'énergie que les positions opposées se sont manifestées. Dès le départ, les 19 pays en voie de développement avaient fait savoir qu'il n'était pas question pour eux d'isoler la question du pétrole des au-

tres matières premières et d'accepter une conférence spécialisée sur l'énergie. De leur côté, au contraire, les 8 pays riches occidentaux exigent une telle conférence. Mardi soir, on faisait état d'un véritable chantage de leur part : ils menaient de revenir sur l'accroissement de leur «aide» si leurs demandes étaient rejetées. Il est clair qu'ils cherchent ainsi à diviser le front des pays du tiers monde en isolant les producteurs de pétrole.

Mardi, ils proposaient la mise en place d'un groupe consultatif permanent sur l'énergie, destiné à entraver la liberté d'action des pays producteurs de pétrole.

Cela démontre si besoin en était que les pays riches cherchent à maintenir un

ordre économique qui leur permet d'exploiter les pays pauvres, et que ceux-ci ne

pourront arracher des victoires que par une lutte unie et de longue haleine.



Depuis dimanche, les troupes du régime raciste de l'apartheid ont lancé une agression contre le territoire du Mozambique pour le soutien que celui-ci apporte aux patriotes du Zimbabwe.

Dans un communiqué, le Front patriotique du Zimbabwe affirme que les attaques rhodésiennes visent à faire croire que le régime de Salisbury contrôle la situation, au moment où les patriotes du Zimbabwe rencontrent la mission de négociation anglo-américaine.

D'après certaines informations, les forces armées mozambicaines auraient infligé des pertes sévères aux agresseurs qui auraient perdu deux avions notamment, et une contre-attaque serait en cours.

Les racistes font une démonstration de force pour tenter de dissimuler leur faiblesse et leur isolement de plus en plus grand. Plus ils sont affaiblis, plus ils se font cruels.

• Le Pellerin Action de masse contre le projet de centrale nucléaire

Des actions ont marqué mardi l'ouverture de l'enquête d'utilité publique de la centrale nucléaire de Pellerin (Loire-Atlantique). Au Pellerin et à Cheix-en-Reitz, le sous-préfet qui devait mettre les dossiers dans les mairies n'a pu le faire.

Les accès des mairies étaient bloqués par les manifestants. Il a alors fait installer des véhicules, transformés pour la circonstance en mairie annexe, sous la protection des flics.

Les manifestants sont passés à l'action contre ces «mairies annexes» et les CRS sont intervenus. L'enquête d'utilité publique concernant l'implantation d'une centrale nucléaire de 5 200 mgw au Pellerin doit se dérouler jusqu'au 11 juillet. Il semble que la population est bien décidée à ne pas la laisser se dérouler sans réagir.

Hausse des prix des fruits et légumes De nouvelles promesses

Les prix alimentaires augmentent plus vite que l'ensemble des autres prix des biens de consommation. Pour constater cela, il n'y a pas besoin d'être un expert gouvernemental, il suffit d'aller faire les courses tous les jours pour observer la valse des étiquettes.

Pourtant, le gouvernement s'intéresse et fait grand bruit autour d'un rapport d'un de ses technocrates, un certain Evno, qui tire la «sonnette d'alarme» à ce sujet.

L'intérêt de l'État et des monopoles capitalistes pour ces questions des prix alimentaires est évident. La valeur de la production alimentaire consommée par la population travailleuse constitue la part la plus importante du prix de la force de travail payé

par le patronat au prolétariat, avec le logement.

Si cette part augmente trop relativement aux autres biens, cela aboutit inévitablement à inciter à la hausse sur les salaires, puisqu'à un moment donné, le salaire le plus bas ne permet plus au travailleur de reproduire sa force de travail et entretenir sa famille.

Le capitalisme est alors pris dans une de ses contradictions. C'est son système qui produit l'augmentation effrénée des prix des produits alimentaires (à la consommation et non à la production, car on sait combien est bas le revenu des travailleurs de la terre) et en même temps, cette hausse contribue à la baisse de la masse des profits capitalistes.

Comme l'État a dé-

fini une politique consistant à faire payer la crise aux travailleurs par le blocage des salaires et des ressources, il ne reste plus qu'une solution : prendre des mesures pour enrayer la hausse des prix des produits alimentaires.

Ce printemps, chacun a pu voir en faisant son marché à combien étaient fixés les prix des fruits et légumes nécessaires à la nourriture la plus courante; qu'il s'agisse des pommes de terre ou d'autres, la hausse n'en finit pas. Ces hausses proviennent du marché capitaliste lui-même, et non de la masse des petits et moyens producteurs qui subissent eux aussi la crise notamment par la hausse des produits industriels nécessaires à l'agriculture.

Le marché, la loi de l'offre et de la deman-

de sont utilisés à plein par le gros négoce pour empêcher le profit maximum ; on stocke, on crée la pénurie artificielle, on joue à la hausse.

Ainsi en avril, les prix des fruits et légumes ont augmenté à l'indice officiel de 2,2%, alors que l'indice de l'ensemble des prix était à 1,3%.

Depuis des années pourtant, l'État fait de beaux projets pour «réglementer les marges du marché de gros», seulement, les contradictions entre les différents intérêts au sein de la classe capitaliste sont quasiment insurmontables et les beaux «rapports» retourneront bien vite aux tiroirs, c'est-à-dire aux oubliettes...

Au sommaire :

Page 2 - L'OLP réaffirme son soutien aux accords du Caire.

- Grenoble : l'affaire berlioz

Page 3 - divisions au sein de la majorité : des morceaux difficiles à recoller.

- Brétigny-sur-Orge : succès du stand de l'Humanité rouge à la foire commerciale.

Page 4 - Contrairement à leurs affirmations, les dirigeants PCF-CGT ne veulent pas de la lutte de masse et de classe.

- Hôpital de la Timone : la parole aux travailleurs.



● Grenoble

L'affaire Berlioz

Berlioz, c'est une des résidences universitaires du campus de Saint-Martin d'Hères. Son directeur, M. Cheminaud, est mort récemment d'une crise cardiaque. Des provocateurs installés depuis longtemps à Berlioz ont été mis en cause pour les agressions (menaces de mort, injures, voies de fait) qu'ils ont commises à son égard.

L'Union des étudiants communistes, le PCF... assistés du «Dauphiné Libéré» se sont emparés de cette affaire pour lancer une grande campagne d'intoxication. Les thèmes essentiels sont : halte aux gauchistes-fascistes-casseurs-voleurs-associés relevant du droit commun.

Cette campagne a un caractère profondément réactionnaire et mensonger. — mensonger parce que M. Cheminaud avait demandé depuis longtemps sa mutation pour raison de santé, et cela lui avait été refusé. — réactionnaire, car elle vise sur une base démagogique à provoquer une intervention des flics, à diviser étudiants et travailleurs du campus, à propager les fausses solutions du Programme commun.

Nous dénonçons sans ambiguïté les actes de quelques provocateurs soi-disant d'extrême-gauche dont les activités sont une division permanente des étudiants et des travailleurs du campus.

Quand des travailleuses de Berlioz refusent d'entrer dans certains bâtiments, quand des travailleurs du restaurant universitaire se prennent des plateaux en travers de la figure parce

que la bouffe est «dégueulasse», quand des militantes de groupes femmes se font traiter de putains et de salopes, alors nous le dénonçons.

Mais ce que nous savons aussi, c'est que l'ensemble des résidents de Berlioz ne se comportent pas ainsi, qu'il n'y a pas plus (ni moins) de viols et de saouleries à Berlioz qu'ailleurs, que la solitude et la misère morale des étudiants y est la même qu'ailleurs.

Les étudiants ne comprennent pas dans quelle société nous vivons. Ils ont pu lire bien des livres, bien peu ont senti dans leur dos, leurs bras, leurs jambes la fatigue de l'exploitation quotidienne. Alors pour ne pas se poser de questions sur l'avenir un peu effrayant (cadre au service des patrons, chômeurs diplômés ou prolétaires...), on se réfugie dans l'individualisme, on se marginalise...

Alors que faire ? Le remède, c'est de refuser le vase clos dans lequel le capitalisme veut maintenir enfermés les étudiants. Il n'y a aucune raison d'être démoralisé alors que les travailleurs luttent chaque jour contre le capitalisme, et remportent des victoires, malgré le sabotage des tenants du Programme commun, comme à la Sescosem à Saint-Egrève, à la laiterie Orfac-Gilca à Vienne, ou au centre de tri du Landy.

Les étudiants doivent se lier aux travailleurs, et lutter avec eux pour renverser cette société capitaliste pourrie.

Correspondant HR

● Liban

L'OLP réaffirme son soutien aux accords du Caire

Alors que les villages libanais et les camps palestiniens du Sud-Liban sont toujours l'objet d'agressions armées des phalangistes, soutenus par Israël, le «Front national libanais» vient d'annoncer qu'il considérait désormais l'accord du Caire libano-palestinien comme «nul et non-avenue» et la présence palestinienne au Liban comme «illégal». Les forces réactionnaires dirigées par Pierre Gemayel et Camille Chamoun assument ainsi la responsabilité d'une nouvelle crise politique et militaire au Liban.

Conclu en 1969, sous l'égide du président égyptien Nasser, l'accord du Caire reconnaît notamment le droit à la résistance palestinienne, en coopération avec les autorités libanaises, d'exercer la lutte armée contre Israël à partir de certaines régions du Sud-Liban. Il avait été solennellement renouvelé, à la fin de l'année 1976, par toutes les parties concernées, par la crise libanaise... y compris celles qui prétendent le dénoncer aujourd'hui.

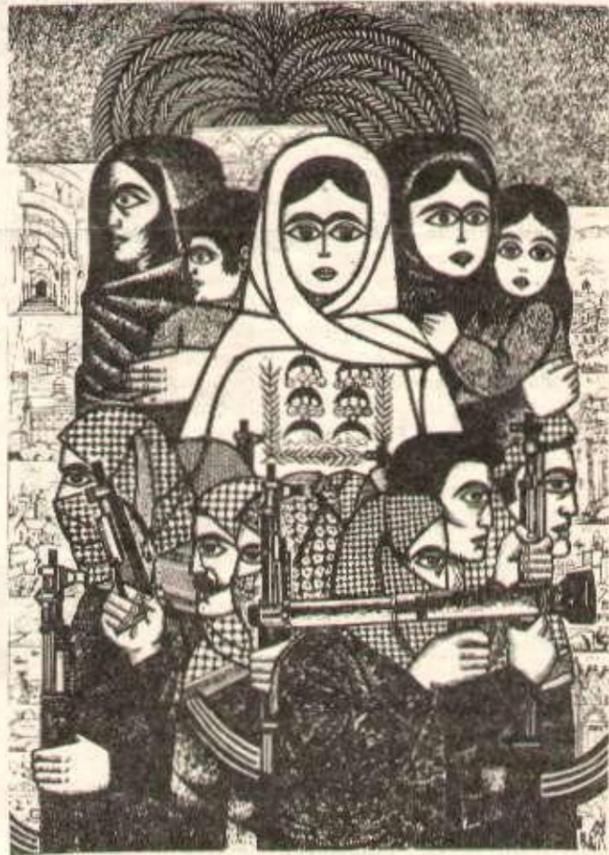
Certes, son application soulève un certain nombre de difficultés sur lesquelles avait buté le Comité arabe quadripartite (Syrie, Égypte, Arabie saoudite, Koweït) chargé de le mettre en œuvre, les principales portant sur le retrait des armes lourdes des camps palestiniens et la définition du nombre de miliciens armés placés sous l'autorité de l'OLP.

Tel quel pourtant, l'accord du Caire reçoit l'approbation du peuple libanais conscient de la solidarité qui l'unit aux intérêts de la résistance palestinienne et désireux que le Liban représente une terre d'accueil provisoire des exilés palestiniens en lutte pour libérer leur patrie.

De son côté, la résistan-

ce palestinienne n'a cessé, depuis la fin du conflit libanais, de multiplier les preuves de son attachement à la souveraineté nationale libanaise et au respect des accords du Caire.

Rappelant que l'OLP avait déjà mis en pratique «95 % des clauses de cet accord», le porte-parole de l'OLP à Damas a rappelé que la résistance palestinienne appuyait les efforts du président Elias Sarkis en vue d'édifier un «Liban arabe», d'unifier les institutions de l'État, et de mettre en échec les tentatives de certaines forces isolationnistes visant à démembrer le pays. De son côté, devant l'agressivité accrue déployée par les sionistes ces dernières semaines, le président Yasser Arafat a appelé les pays arabes à se préparer contre une attaque surprise israélienne. Il a indiqué que la terre occupée par Israël ne pourra être libérée que par le combat, car ce qui est arraché par la violence ne peut être repris que par la violence. «Les Palestiniens ne déposeront jamais les armes tant que toutes les



terres arabes n'auront pas été libérées, même si ce combat doit durer plusieurs générations», a-t-il affirmé.

● Pologne

Solidarité avec les ouvriers emprisonnés

Depuis près d'une semaine, 11 personnes se sont enfermées dans l'église St-Martin de Varsovie, la capitale polonaise.

Elles y poursuivent une grève de la faim en signe de solidarité avec les ouvriers emprisonnés à la suite des incidents de Radom et Ursus qui ont également entamé le 25 mai une nouvelle grève de la faim.

Dans une déclaration adressée à la presse étrangère, les grévistes de la faim dénoncent «la terreur poli-

cière, les procès tendancieux et les ampagnes de calomnies organisées depuis les manifestations de Radom et l'Ursus.»

Outre les 55 ouvriers toujours détenus, six membres du «Comité de défense des ouvriers» et trois sympathisants sont actuellement emprisonnés et inculpés.

Le mathématicien soviétique Léonid Pliouch, de son côté, a déclaré qu'aujourd'hui les opposants soviétiques craignent d'être

trahis à la prochaine conférence de Belgrade par les gouvernements occidentaux qui font le gros dos devant les menaces de Brejnev.

Il a également fait part de son scepticisme à l'égard des déclarations «démocratiques» des partis européens : «J'ai envoyé une lettre aux secrétaires des partis communistes italien, français et espagnol, à l'occasion de leur sommet de Madrid, a-t-il dit, mais elle n'a pas été publiée et je n'ai pas encore eu de réponse.»

● Prison d'Arenc — Marseille

APPEL

Parce que nous n'acceptons pas qu'une prison illégale fonctionne aujourd'hui

Parce que nous n'acceptons pas que l'arbitraire policier s'érige en loi

Parce que, pas plus que nous n'admettons que les travailleurs fassent les frais de la crise actuelle, nous n'admettons pas que les travailleurs immigrés soient expulsés

Parce que nous ne pouvons pas accepter que le droit de protester contre l'illégalité ait pu être refusé, par l'interdiction de la marche du 26 mars 1977

Nous APPELONS tous ceux qui refusent que la justice soit une institution au service d'une classe sociale et un tissu de lois inextricables à MANIFESTER leur indignation et leur détermination en rejoignant la marche régionale contre Arenc, le samedi 4 juin 1977, à l'initiative du collectif.

«LEGALE OU ILLEGALE, ARENC DOIT FERMER»
«INCULPATION DES RESPONSABLES»

● URSS

A la veille de l'ouverture de la fameuse conférence de Belgrade, sur la «sécurité européenne», le service de renseignements de la défense du Danemark vient de publier un rapport signalant que l'URSS a placé en mer Baltique six sous-marins «Golf II» susceptibles d'être armés de missiles nucléaires pouvant atteindre une série de capitales européennes dont Paris, Bonn, Londres, Bruxelles, et la Haye. Chacun d'eux peut contenir trois missiles d'une portée de 1 200 km. Ces sous-marins sont venus s'installer en mer Baltique durant le 2e trimestre de 1976.

Six autres sous-marins du même type camperaient déjà en permanence dans l'océan Pacifique.

Dans ce dernier océan, l'URSS a commencé à introduire ses nouveaux sous-marins lance-missiles «Delta». Ces sous-marins rapi-

des dont les missiles ont une portée plus importante que tous les engins américains portent à une quarantaine le nombre des sous-marins soviétiques sillonnant le Pacifique.

● Zimbabwe

«Nous rejetons le fait que ceux qui nous aident deviennent nos maîtres», a déclaré un des dirigeants de l'Union des nations africaines du Zimbabwe, dans une récente interview accordée au journal kenyan «Sunday Nation».

«Nous voulons une indépendance authentique qui ne sera manipulée par aucun pays, par aucune force étrangère. L'indépendance donnera au peuple zimbabwéen le droit de décider de son propre destin, le droit de fixer sa propre politique, sans contrainte ni pression quelconque soient leurs formes, d'où qu'elles viennent», a-t-il dit.

Répondant à la question pour savoir s'il compte inviter les Cubains à venir aider le peuple Zimbabwéen Mugabe a affirmé : «Non. Nous croyons que la guerre doit être menée par nous-mêmes. La guerre, c'est notre lutte, la lutte, c'est notre lutte. Les Zimbabwéens seront fiers de pouvoir détruire et de défaire l'ennemi... Nous ne ferons appel à personne.»

● Bolivie

Ces derniers jours, la dictature a intensifié la répression, en particulier contre les travailleurs mineurs et universitaires.

Simon Ramirez, dirigeant de la fédération des mineurs (FSTMB), Juan Hoyos, secrétaire aux finances du syndicat de Huanuni Artemio Camargo, dirigeant de Siglo XX et beaucoup d'autres ont été arrêtés ainsi que de nombreux universitaires de La Paz et Cochabamba.

Face à cette nouvelle vague de répression, le Parti communiste de Bolivie (ml) intensifie la lutte pour freiner la répression par l'action directe des masses, imposer la liberté des prisonniers et le retour des exilés.

● Namibie

Un patriote namibien a été pendu à l'aube lundi, à Windhoek, la capitale du territoire namibien sous tutelle illégale des racistes sud-africains.

Agé de 26 ans, Filemon Nangola était paralysé des membres inférieurs après avoir été blessé lors d'une fusillade au moment de son arrestation. Le fait que les racistes de Prétoria en soient rendus à pendre des infirmes est un reflet de la terreur qui les secoue à l'approche du moment où ils devront rendre compte de leurs innombrables crimes contre les patriotes africains.

Exposition
de
PHOTOS et GRAVURES
sur la
LUTTE DES FOYERS
SONACOTRA
Du 25 mai au 10 juin
Du lundi au vendredi de 14h à 20h.
Samedi de 10h à 20h. Dimanche de 10h à 18h.
68, rue de Belleville - Paris 20°
(Métro Pyrénées)



• Brétigny sur Orge Succès du stand de l'Humanite rouge à la foire commerciale

Cette année encore, le stand des communistes marxistes-léninistes de France à la foire commerciale de Brétigny-sur-Orge a rencontré l'intérêt des travailleurs, des amis du PCMLF... malgré une température qui n'incitait guère aux discussions.

C'est plus de 800 F de livres, brochures, journaux, posters qui ont été vendus. Les classiques du marxisme-léninisme ont été les livres les plus achetés et par des personnes très diverses ; ainsi que les brochures faisant connaître la réalité du socialisme en République populaire de Chine ; les brochures des Editions de l'APN (les travailleurs et le logement...) ont été aussi très appréciées.

Les panneaux expliquant notre mot d'ordre «Ni plan Barre ni Programme com-

mun» et ce que nous proposons ont été très lus ; tandis que quelques discussions s'engageaient autour du panneau expliquant l'action des nouveaux bourgeois de Brétigny.

Les posters et papiers découpés chinois ont ensuite été proposés aux travailleurs dans le cadre du Comité d'entreprise de l'usine Tréfinmétaux (sur la zone industrielle de Brétigny). Tant les travailleurs immigrés que les employés de bureaux, tous ont apprécié la finesse du travail, la simplicité et la beauté des dessins.

Pour la deuxième année, cette expérience est totalement positive et nous poussent à aller plus où se trouvent les travailleurs pour mener une agitation-propagande vivante.

Correspondant HR

• Puy St Bonnet (près de Cholet) 2 jours sur la Chine

Au Puy-St-Bonnet, petite commune rattachée à Cholet, le Comité AAFD de Cholet avait organisé deux jours sur la Chine au mois de mai. La population fut informée par un affichage chez les commerçants.

Les journées étaient composées d'une expo permanente sous forme de panneaux ayant pour thème l'agriculture en Chine. Des images de «La cour des fermages» expliquaient l'asservissement et l'exploitation à laquelle était soumis le peuple chinois avant la révolution. Puis venaient les images et commentaires sur l'éclatante réussite des travaux gigantesques entrepris : irrigation, champs en terrasses, arboriculture, etc.

Une abondante documentation sous forme de revues et livres d'étude sur la pensée de Marx, Lénine et Mao Tsé-toung, complétait cette exposition.

Le samedi soir, était prévue une projection de diapos commentée par une voyageuse du Comité.

Ces journées ont remporté un grand succès. Dès l'ouverture, la salle de la mairie où était installée l'expo, fut envahie par les élèves des écoles primaires accompagnés de leurs instituteurs dont les judicieuses expli-

cations éveillèrent un vif intérêt chez les enfants.

Livres d'enfants, timbres, papiers découpés, cartes de paille et citations du président Mao suscitèrent également beaucoup d'intérêt auprès d'eux. Certains revinrent passer quelques heures l'après-midi, parfois accompagnés de leurs parents afin de revoir plus en détail les choses qui les avaient frappés.

Le soir, la projection attirait un nombreux public de tous âges. Les questions fusaient tandis que défilait les images sur l'écran. Un débat prolongea la soirée après minuit. Notamment, un groupe de jeunes aimant les voyages déclara être très surpris de ce qu'il avait vu et entendu, car les articles lus dans la presse bourgeoise à propos de la Chine ne leur avaient inspiré que méfiance et crainte à l'égard de ce pays. Leurs questions très pertinentes trouvèrent écho auprès des membres du Comité.

Le débat se termina sur la façon dont s'organisent les voyages et les moyens d'aller en Chine.

Cette soirée a vivement encouragé le jeune comité de Cholet.

Correspondant HR

A Reims
REUNION-DEBAT
CENTRE SOCIAL
53, BD WILSON
VENDREDI 3 JUIN, 20 H

Interventions :

- Un ouvrier, une travailleuse de l'hôpital, un travailleur social en formation, un chômeur, des travailleurs en lutte.

- Un montage audiovisuel sur la réalité socialiste en Chine

- Intervention centrale : «Ni plan Barre, ni Programme commun, action révolutionnaires des masses»

- Nombreux panneaux, table de presse...

Divisions au sein de la majorité

Des morceaux difficiles à recoller

Mardi, Barre a discuté avec le groupe RPR à l'Assemblée nationale. Il s'agissait pour la majorité de se mettre d'accord, dans un premier temps, pour le vote des 15 et 16 juin prochain à l'Assemblée, sur le Parlement européen. A part Debré et quelques autres, l'ensemble du RPR se rangera derrière le gouvernement. Toutefois, au sein de la majorité, les divisions demeurent.

Les garanties verbales données par le projet de loi gouvernemental déposé au Parlement semblent donner satisfaction au RPR. L'article 2 du texte prévoit que si l'assemblée de Strasbourg sort du cadre fixé par le traité de Rome et outrepassent ses droits au détriment des gouvernements de chaque pays, dans ce cas les décisions de l'Assemblée seraient sans effet pour le gouvernement français.

QUI EST LE CHEF ?

Telle est la question qui reste toutefois posée au sein de la majorité, la question sur laquelle se heurtent Giscard-Barre-Chirac.

On se souvient que Chirac est arrivé maire de Paris en imposant sa candidature contre celle de d'Ornano. D'Ornano avait été lui, imposé à la majorité par «l'arbitrage du premier ministre». Barre en tant que chef du gouvernement, se déclarait chef de la majorité et tranchait les litiges.

Aujourd'hui encore, c'est cette question qui reste au centre des rivalités. Fin juin, le RPR présentera son programme et aura mis en place une infrastructure électorale.

Il semble que Barre ait renoncé à jouer son rôle de «médiateur et d'arbitre».

Le RPR présentera ses propres candidats pour le premier tour des élections. La majorité se mettra ensuite d'accord pour le second tour.

Quant à Giscard d'Estaing, il se veut l'homme au-dessus de la mêlée.

Il se vante d'avoir créé en trois ans de présidence «un climat de meilleure entente qui peut conduire la majorité au succès».

QUELLE POLITIQUE ?

Toutes ces déclarations de l'un ou de l'autre, chacun se voulant plus optimiste que le concurrent, ne peuvent cacher que le problème, c'est bien celui du programme.

Le plan Barre bis est condamné par l'ensemble des travailleurs : Comme est de fait condamnée toute la politique menée par la «majorité» depuis des années.

Giscard voudrait se faire passer pour un grand «réformateur», Barre vante partout où il peut les «18 mesures du gouvernement en faveur des Français». Mais cette démagogie a fait long feu.

Chirac a épousé une tactique légèrement différente, il crie plus que tous les autres au danger que présente le Programme commun.

Il se voudrait le garant d'une politique plus «musclée» face à la gauche.

Le programme que propose Barre au RPR serait défini par deux mots : «justice et liberté»... Rien de neuf et c'est encore l'éternelle démagogie autour de ces deux mots, démagogie com-

mune à tous les politiciens bourgeois.

Certains d'entre eux, sont d'ores et déjà sans illusion en cette fin de règne, tel Fourcade, qui a déclaré : «Il sera sans doute très difficile de parvenir à un programme entièrement commun».

• Rouen Les pratiques du PCF

A Rouen, après la manif du premier Mai, la CGT publiait un communiqué : «les groupes gauchistes en collusion étroite avec la préfecture de police, avaient décidé d'organiser une véritable provocation», y lisait-on.

Le journal «La tribune rouennaise» demanda des preuves. Le PSU, une des organisations à se sentir visée par la CGT décida cette fois de répondre publiquement. Un communiqué du PSU parut dans «La Tribune rouennaise» et contient quelques révélations intéressantes sur les pratiques du PCF. En voici deux extraits.

«Des preuves, nous, nous en avons sur l'attitude provocatrice, irresponsable et anti-populaire de ces chantres de l'unité, de l'union, du rassemblement que sont les états-majors de la CGT et du PCF. (...)

«Quand nous disons : la CGT convoque le comité des libertés (partis et organisations de gauche) elle «oublie», suivant les problèmes à l'ordre du jour, d'inviter tel parti ou tel mouvement, nous avons des preuves. Quand nous disons : le PCF change à l'imprimerie le texte d'un accord unitaire sans en référer à quiconque (et cela à plusieurs reprises, pas plus tard que lors des dernières municipales à

Rouen), ce n'est pas pure imagination de notre part. Quand nous disons que le PCF et le PS ont passé trois mois à se répartir les sièges lors des municipales, puis un autre mois pour trouver la personnalité de gauche, indépendante, pour conduire la liste. Le PCF a proposé Roland Leroy.

En toute responsabilité. Les témoins ne manquent pas. Quand nous disons : le PCF, dans une ville dont il détient la mairie, dénonce une grève qu'il ne contrôle pas, nous avons des preuves. Sans compter les bruits infamants sur des militants dont on veut casser la crédibilité...»

• Chatelleraut Le PCF veut continuer l'œuvre d'Abelin

La semaine dernière a été marquée à Chatelleraut par deux événements : la manifestation du 24 qui coïncidait avec la mort du maire de la ville, Pierre Abelin, qui avait été réélu aux dernières municipales face à Paul Fromenteil, membre du Comité central du PCF et bras droit de Marchais.

Ces deux événements allaient permettre au PCF de se démasquer encore un peu plus aux yeux des travailleurs.

Paul Fromenteil a tout d'abord envoyé un message de condoléances à la famille Abelin, tout comme l'ont fait Haby, Barre, Poniatovski, le député Montenay qui vient de licencier un délégué CFDT, etc.

Un communiqué du PCF devait aussi déclarer : «en

Pierre Abelin : ITT et colonies

Pierre Abelin était administrateur de deux des plus grandes filiales d'ITT en France : la LMT et la CGCT. Spécialiste des colonies, dès 1940-45, il est directeur de groupes patronaux d'industrie cotonière et de cacao. Ces compétences lui valent d'être ministre de Chirac en mai 1974, avec le poste de la Coopération (traduisez : colonialisme et néo-colonialisme).

On le trouve aussi vice-président de la compagnie des chemins de fer franco-éthiopiens de Djibouti à Addis Abeba, PDG de la société française des super-marchés...

Mais nous ne pouvons citer tous les groupes économiques où figure le nom de ce «réformateur» qui convoqua un moment avec le «socialiste» Defferre avant le Programme commun et fut notamment ministre sous Shumann (1947-48), Pinay, (1952), Faure (1955) et Chirac (1974-76).

Tel est celui que le PCF pleure et estime...

raison des obsèques de Pierre Abelin, et comme expression du respect pour la mémoire de l'homme politique et du maire de Chatelleraut, le meeting aura lieu à Poitiers. Il était initialement prévu à Chatelleraut.

Le leader local du PCF devait en rajouter et déclarer : «Des liens du respect et d'estime s'étaient établis entre nous. La meilleure façon de lui rendre hommage, c'est de continuer à œuvrer au développement de notre ville».

Les manifestants sont passés, le 24 mai, outre ces larves de crocodiles et criaient dans la rue «Élections ou pas, défendons nos droits». Ils chantèrent l'Internationale à quelques mètres de la mairie avant de se disperser.

Correspondants HR
(extraits)



● Sertiru - Valenciennes Popularisation de la lutte

Sertiru est une entreprise de nettoyage. Les travailleurs gagnent entre 1 600 F et 2 500 F par mois, pour 45 h par semaine. Les revendications portent essentiellement sur des questions de salaire. Ils sont en grève depuis le 18 mai.

Le samedi 28 mai, les grévistes travailleurs français et immigrés, ont voté à l'unanimité la poursuite de la grève.

Les ouvriers considèrent que les propositions du patron sont très insuffisantes.

- 1,5 % d'augmentation des salaires.
- 60 F d'augmentation de la prime de vacances.
- 0,1 % supplémentaires pour le Comité d'entreprise.

Aujourd'hui, les ouvriers disent : « Le patron joue au poker, il bluffe, ce qu'il propose il aurait pu l'accorder dès le premier jour de grève, il peut, il doit céder davantage. »

« Il a cru que le temps allait jouer contre nous, qu'on allait s'essouffier - ça fait 13 jours qu'on est en grève - mais la popularisation se développe, la population commence à comprendre nos problèmes. Maintenant, les gens connaissent mieux nos conditions de travail, sur les marchés on a expliqué le nombre d'accidents du travail, et du coup les gens soutiennent. En plus, les collectes marchent bien, donc le temps qui passe nous rend plus forts. »

Mais, surtout, ils sont décidés à obtenir l'indemnisation des heures de grève à 60 %, alors que le patron ne proposait qu'une prime de reprise de 100 F ou de 150 F, selon les indices des ouvriers.

Pour gagner, les ouvriers continuent à bloquer la sortie des camions, mais surtout, ils essayent d'élargir leur mouvement, ainsi ils ont pris contact avec les ouvriers d'une autre entreprise de nettoyage, l'entreprise Malaquin, qui essaye de grignoter le monopole de la Sertiru.

Correspondant HR

● Bon Martin - Domène Détermination à lutter jusqu'à la victoire

Les ouvriers des laminoirs du Dauphiné, établissement Bon-Martin à Domène, dans l'Isère, sont en grève depuis le 5 mai à raison de 4 heures par jour avec présence dans l'usine. Ils se battent contre les sanctions prises envers deux délégués qui avaient maintenu une réunion d'information dans les locaux de l'entreprise :

- Pour une augmentation de salaire de 50 c pour tous.
- Une progression dans la hiérarchie des OS.
- Pour de meilleures conditions de travail.
- L'incorporation de la prime de production dans le salaire horaire (elle représente le quart du salaire).
- Le paiement des jours de grève.

Chez Bon-Martin, 34 % du personnel est OS2 à 1 950 F et 59 % du personnel est OS3 à 2 100 F maximum.

Pour lutter contre le plan Barre, plan de recession qui renforce l'exploitation de la classe ouvrière et qui est appliqué fidèlement par le patronat, les ouvriers opposent leur détermination à lutter jusqu'à la victoire complète.

Correspondant HR

● Chambon - La Voulte L'occupation continue !

Lors d'une assemblée générale de grévistes, le point de la situation a été fait.

L'entrevue Direction-délégués en présence de l'inspecteur du travail de l'Ardèche, n'a pas abouti, la direction restant intransigeante, se retranchant derrière le plan Barre pour refuser de négocier les revendications à l'origine du conflit (Cf HR No 691), etc.

La direction du travail ayant précisé verbalement à la direction des Machines-Chambon qu'il pouvait dans le cadre du plan Barre prévoir une augmentation de l'ordre de 8,5 % à 10 %, la direction exige que cette possibilité lui soit précisée par écrit !!

Dans ce conflit, il ne s'agit pas d'une impossibilité financière, pour satisfaire les revendications mais d'une question de principe et de mauvaise volonté.

Jeudi dernier, une délégation de travailleurs des Machines-Chambon de La Voulte s'est rendue au siège des Machines-Chambon à Orléans. A l'appel de la CFDT et de la CGT, un arrêt de travail d'une heure trente, avec prise de parole à l'usine d'Orléans, a été suivie par une grande majorité des travailleurs à la production.

Il a été décidé : « Les travailleurs d'Orléans prennent à leur compte les revendications de La Voulte avec dans un premier temps, une action de soutien financier en versant une ou deux heures de salaires par jour aux grévistes de La Voulte. Puis, débrayages répétés pour amener la direction générale à négocier sur les revendications communes. »

L'assemblée générale des grévistes de La Voulte s'est prononcée à la quasi-unanimité pour la poursuite de l'action.

Correspondant HR

Contrairement à leurs affirmations Les dirigeants PCF-CGT ne veulent pas de la lutte de classe et de masse

INJURES ET CALOMNIES RÉVISIONNISTES

Si l'on en croit la presse révisionniste, telle « L'Humanité », des nouvelles « actions nationales » se préparent : il faut bien faire croire que le 24 mai n'était pas une journée sans lendemain !

Les gros capitalistes peuvent se rassurer, le PCF, la CGT, sont des organisations « responsables », pour qui « l'ordre » capitaliste compte avant tout.

RÉVISIONNISTES ET RÉFORMISTES ONT PEUR DU MOUVEMENT DE MASSE

Les luttes ouvrières, victorieuses (éboueurs) même partiellement, sont un encouragement pour les autres travailleurs. Et là, aussi, ça bout sérieusement dans la marmite !

La crainte de l'explosion fait trembler les bourgeois de tout bord !

C'est pour cela que les dirigeants syndicaux liés à « l'Union de la Gauche », prennent l'initiative de parachuter (une fois par mois) les grèves bidon de 24 h, à petite ou grande échelle. Leur objectif, c'est de prendre les devants et de canaliser les luttes dans les entreprises et ailleurs, pour ne pas être débordés. Les ambitions des « bourgeois de gauche » étant de s'installer au pouvoir, de gérer le capital (patrimoine national), les directions syndicales ont pour tâche, d'utiliser de contrôler la colère populaire qui gronde contre le plan Barre, mais surtout sans faire exploser la marmite.

Dans ce but la programmation des journées nationales à intervalles réguliers ne correspond pas à la volonté de servir les intérêts des travailleurs mais au désir de les faire patienter jusqu'à l'arrivée de la « gauche » au gouvernement.

Aujourd'hui, tout le monde reconnaît que pour obtenir satisfaction, il faut frapper fort.

Il y a un mois, les sections CDT et CFDT du centre Créteil l'abordaient dans un appel lancé aux autres centres (PLM) : « La grève reconductible est apparue aux différentes coordinations intersyndicales, comme le seul moyen vraiment efficace de régler nos difficultés, les actions locales limitées dans le temps n'ayant pas payé. »

Mais nous ajoutons qu'en couvrant ces éléments, en tolérant des méthodes qu'elle utilise soit par faiblesse, soit par intérêt, c'est la C.F.D.T. qui se désigne à la vindicte de l'adhésion. Car elle n'a hérité pas à l'indépendance, par les moyens que l'on sait, de ce qu'elle a été devenue trop indépendante et insubordonnée au long. Elle dépassant les limites sans parvenir à atteindre l'objectif qui leur est assigné.

La leçon qui doit être tirée du succès du Landy n'est que, sans perdre de vue qui est responsable et sous l'emprise clairement indiquée (l'adhésion et elle seule), il convient de dénoncer ces dirigeants et corrigés jusqu'à ce qu'ils soient une étiquette syndicale, de les isoler et de contrôler le rôle qu'ils jouent.

Ces injures, ces appels à la « chasse aux sorcières » ont du mal à passer, les postiers savent à quoi s'en tenir (au Landy, plusieurs ont déchiré leur carte CGT et rejoint la section CFDT qui soutenait la grève - Cf : HR des 11, 12 et 13 mai).

Au PLM, où les AG du personnel sont de plus en plus houleuses, les petits pontes révisionnistes ont distribué un tract, qui est révélateur sur la nature contre révolutionnaire des ces « responsables ».

C'est de cela que le pouvoir se veut fier, et c'est logique pour lui, car il défend les privilèges de sa classe, mais c'est logique sans pour cela, qui n'est pas lié, les leçons de 1968, ni de 1974. Pour ceux qui chaque fois qu'il y a un mouvement de lutte salariale se précipitent d'air vaincu au lieu de prendre dans notre pays, se débattent contre la C.G.T. et représentent les menottes et les calomnies contre les militants.

De fait, les anarcho-gauchistes très nombreux se découvrent tels qu'ils sont : des alliés naturels que le Pouvoir international s'efforce de séparer. En faisant les travailleurs en les déformant de la lutte, en rejetant les perspectives démocratiques avec des slogans, comme entre autres, (le plan BARRE, le Programme Giscard).

Ils servent très objectivement les intérêts de la bourgeoisie et de son pouvoir politique.

En somme, ce sont les voleurs qui crient « au voleur » ! Cette politique n'est évidemment pas limitée aux seuls PTT, c'est la ligne générale des révisionnistes adaptée aux conditions locales.

● Hôpital de la Timone - Marseille La parole aux travailleurs

Le 24 mai, journée d'« actions », une assemblée générale était appelée par la CFDT et la CGT à un rassemblement dans le grand hall de la Timone.

Le personnel y était venu nombreux pour manifester son mécontentement, discuter et prendre les décisions sur la lutte qui se mène sur les 40 h. Les ouvriers et le service de la stérilisation en grève illimitée y étaient.

Après les interventions de la CFDT et de la CGT, un militant de la CFDT voulut prendre la parole en demandant au personnel de la stérilisation d'expliquer sa lutte.

C'est alors que le dirigeant CGT, tenant le bigophone lui arracha le micro en appelant à la dissolution de l'assemblée générale pour rejoindre la manifestation. Mais les travailleurs ne l'entendirent pas de cette oreille, tout le monde resta sur place pour continuer l'assemblée générale et les dirigeants de la CGT furent obligés de partir seuls



Le 16 mai, les travailleurs et travailleuses avaient bloqué le carrefour de la Timone de 13 h à 14 h.

avec leur bigophone.

Une travailleuse de la stérilisation a alors expliqué les raisons de la grève (essentiellement l'embauche de personnel et les 40 h) et demanda le soutien des travailleurs de l'hôpital. Une travailleuse a pris ensuite la parole pour dénoncer l'auxiliarat et exiger « A travail égal, salaire égal ».

LES TRAVAILLEURS VEULENT LA PAROLE, ILS L'ONT PRISE.

Devant ces faits, l'indignation a été grande, des syndiqués CGT se sont désolidarisés de leur direction syndicale qu'ils ont dénoncée.

Quant au dirigeant CGT, il expliqua que le bigophone est propriété privée de la CGT, qu'il le prête aux dirigeants CFDT soit, mais qu'il n'allait pas le prêter à n'importe qui (entendez les travailleurs).

Cet incident n'a rien d'étonnant, les dirigeants

syndicaux cégétistes sont contre la démocratie, contre l'unité à la base et dans l'action.

Ils l'ont « expliqué » :

« Les directions de la CGT et de la CFDT avaient décidé 5 minutes de parole pour chaque syndicat, par respect de la démocratie, nous ne pouvions pas donner la parole aux travailleurs. On a ici un avant-goût de ce que sera la démocratie si la « gauche » arrive au pouvoir... »